

---

Extrait du registre des délibérations de la section des Invalides qui témoigne de l'acceptation du culte de la raison et annonce la fermeture des églises et le don des objets du culte à la Convention, lors de la séance du 28 brumaire an II (18 novembre 1793)

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Extrait du registre des délibérations de la section des Invalides qui témoigne de l'acceptation du culte de la raison et annonce la fermeture des églises et le don des objets du culte à la Convention, lors de la séance du 28 brumaire an II (18 novembre 1793). In: Tome LXXIX - Du 21 brumaire au 3 frimaire an II (11 au 23 novembre 1793) pp. 442-443;

[https://www.persee.fr/doc/arcpa\\_0000-0000\\_1911\\_num\\_79\\_1\\_40752\\_t1\\_0442\\_0000\\_12](https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1911_num_79_1_40752_t1_0442_0000_12);

---

Fichier pdf généré le 19/02/2024

lampe de cuivre argenté avec ses chaînes; deux couronnes de cuivre garnies de diamants; deux bras de chandeliers en cuivre.

*Délibéré pour copie conforme :*

F. SOREL, *secrétaire-greffier.*

**Une députation de la commune de Drancy sacrifie à la vérité et à la raison les matières d'or et d'argent de leurs églises, dont ils font une offrande à la patrie.**

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).**

*Suit l'hommage de la députation de la commune de Drancy (2).*

« Législateurs,

« Nous sommes une députation de Drancy, petite commune du département de Paris.

« Nous venons dans le temple de la patrie, sacrifier à la vérité et à la raison. Nous n'apportons point d'immenses richesses en matières d'or ni d'argent (notre commune était assez heureuse pour en posséder peu) et nous ne nous en sommes aperçus que lorsque nous avons préparé notre offrande. Véritablement, nous eûmes quelques regrets d'avoir si peu à offrir, mais nous nous en consolâmes, persuadés que ni l'or ni l'argent ne cimenteront notre République, mais bien le courage guidé par la raison.

« Aussi, législateurs, n'est-ce point comme ressource que nous vous apportons ces objets (vils instruments du fanatisme et de l'erreur, de cette hideuse hypocrisie, qui a retenu les peuples pendant tant de siècles sous la verge du despotisme et de la plus cruelle tyrannie) mais bien comme la preuve que la bigoterie et la cagoterie (ces monstres dont les regards impurs ne pouvant supporter les regards des grandes villes s'étaient retirés dans nos campagnes) ont disparu. Maintenant que les marais qu'ils habitaient sont desséchés, que l'arbre de la liberté (qui languissait à cause du mauvais air qu'exhalaient leurs marais fangeux) va prendre de plus profondes racines, et bientôt, aisément étendre de très puissants rameaux, nous irons sous son ombre bienfaisante respirer l'air frais et pur de la philosophie.

**Une députation de la section des Invalides dépose sur l'autel de la patrie les dépouilles de la superstition; ils jurent amour à la République, respect aux lois, haine aux tyrans, et hommage éternel à la raison et à la liberté.**

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » (3).**

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 25, p. 305.

(2) *Archives nationales*, carton C 278, dossier 743.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 25, p. 305.

La députation de la section des Invalides avait déjà été mentionnée dans le procès-verbal de la séance de la veille. (Voy. *Procès-verbaux de la Convention*, t. 25, p. 294 et ci-dessus, séance du 27 brumaire an II, p. 387.)

*Suit l'hommage de la députation de la section des Invalides (1).*

« Législateurs,

« Depuis la naissance du despotisme et de la superstition parmi les peuples, il existait un pacte tacite entre ces deux monstres. Le despotisme avait dit à la superstition : *consacre-moi par tes chimères et par tes frayeurs*, et la superstition avait dit au despotisme : *soutiens-moi par le fer et par les chaînes que tu forges*. De cette coalition impie naquirent l'esclavage, l'ignorance, la stupide idolâtrie des rois, le fanatisme avec ses fureurs et tous les fléaux destructeurs du bonheur et de la liberté des hommes.

« Après quatre ans d'efforts pour abattre le despotisme, il en fallait un nouveau pour confondre la superstition; mais la superstition, privée de son principal appui, exposée à tous les regards avec sa difformité, n'a pu tenir contre l'arme puissante de la raison, et elle s'éroule sur les traces de la tyrannie dans l'abîme du néant.

« Un mouvement général s'opère; l'égalité vient s'asseoir sur toutes les parties de l'édifice de la République; un culte n'y sera pas plus qu'un autre; il n'y possédera pas exclusivement des propriétés nationales; il n'aura plus à sa disposition les richesses et le salaire de la République : telle est la Révolution que la philosophie attendait depuis longtemps, que l'opinion publique appelait à grands cris, et dont le retard affligeait tous les vrais amis de la liberté.

« La section des Invalides, consultée sur cet objet si important et si décisif pour les destinées de la République, a unanimement émis son vœu pour ne reconnaître que le culte universel de la raison, de la nature et de la liberté; elle a senti qu'il était libre, sans doute, à tout citoyen, d'adorer la divinité à sa manière, mais qu'il était aussi dans l'ordre que la politique ne reconnût point de culte, qu'elle ne dotât aucune religion et qu'elle les surveillât toutes pour les contenir dans la morale de la liberté et dans l'amour de la patrie. Tous ne peuvent pas être des sectateurs de *Mahomet* ou de *Confucius*, mais tous doivent être de bons citoyens, des amis de la raison et des lois, et des défenseurs ardents de la liberté.

« Nous venons, législateurs, vous apporter la preuve que les citoyens de la section des Invalides veulent marcher dans cette ligne honorable. En déposant au pied de l'autel de la patrie les dépouilles de la superstition, ils viennent jurer dans votre sein, amour à la République, respect aux lois, haine aux tyrans, et hommage éternel à la raison et à la liberté.

« *Vive la République ! vive la Montagne !* »

*Extrait du registre des délibérations de la section des Invalides (2).*

Séance du 25 brumaire, l'an II de la République française, une et indivisible.

L'assemblée, à l'unanimité, a déclaré ne vouloir reconnaître d'autre culte que celui de

(1) *Archives nationales*, carton C 280, dossier 772; *Second supplément au Bulletin de la Convention* du 28 brumaire an II (lundi 18 novembre 1793).

(2) *Archives nationales*, carton C 281, dossier 772.

la liberté et de la raison. En conséquence, elle a arrêté que les églises seront fermées, après en avoir enlevé les objets du culte, pour en être, le montant, employé aux besoins de la République.

À cet effet, elle nomme les citoyens Barbat, Delaruge, Laffite, Dubroca, Tavernier, Colleret, Doret, Servi aîné et jeune et Brosselle pour porter lesdits objets à la Convention nationale, après-demain 27 brumaire, avec invitation aux citoyens et aux citoyennes qui voudront l'accompagner de se rendre au comité de surveillance, lieu du rendez-vous.

*Pour copie conforme à l'original :*

BARBAT, président ; GIRAUD, secrétaire-greffier.

**Une députation de la Société populaire de Meulan fait hommage à la Convention des argenterie et cuivre de son église; elle demande l'échange des monnaies d'or, d'argent et de cuivre données à la Société, et les bustes de Lepelletier et Marat.**

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » et renvoyé aux comités des finances et d'instruction publique (1).**

**Le rapporteur du comité des secours (Roger Ducos (2)) propose un projet de décret dont la Convention ordonne l'impression et l'ajournement au lendemain de la distribution (3).**

*Suit le texte du rapport de Roger Ducos, d'après le document imprimé (4).*

RAPPORT ET PROJET DE DÉCRET SUR LES OBSERVATIONS FAITES PAR LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, RELATIVES À L'EXÉCUTION DES LOIS DES 26 NOVEMBRE, 4 MAI ET 15 SEPTEMBRE 1793 (VIEUX STYLE) CONCERNANT LES SECOURS ACCORDÉS AUX FAMILLES DES MILITAIRES ET MARINS QUI SONT AU SERVICE DE LA RÉPUBLIQUE; PRÉSENTÉS, AU NOM DU COMITÉ DES SECOURS PUBLICS, PAR LE CITOYEN ROGER DUCOS, DÉPUTÉ PAR LE DÉPARTEMENT DES LANDES À LA CONVENTION NATIONALE (*Imprimé par ordre de la Convention nationale*).

Citoyens, le ministre de l'intérieur éprouve des difficultés sur l'exécution de vos décrets des 26 novembre et 4 mai 1793 (vieux style), relatifs aux secours à distribuer aux familles des militaires et marins qui sont au service de la République. Ces difficultés lui sont survenues d'après les dispositions d'un troisième décret rendu sur le même objet le 15 septembre suivant.

La première disposition de ce dernier est ainsi conçue : « Les municipalités, chefs-lieux de canton, seront désormais chargées de l'administration des secours que la loi attribue aux veuves, aux femmes, aux pères, mères et

enfants des défenseurs de la patrie; à l'effet de quoi lesdites municipalités se concilieront avec les autres municipalités du canton, correspondront directement avec le ministre de l'intérieur, qui leur fera passer sur-le-champ les fonds nécessaires pour remplir l'objet de la loi, sous leur responsabilité ».

Comme, par les décrets des 26 novembre et 4 mai, les municipalités étaient tenues de dresser des rôles de tous les *ayants droit* aux secours, et que les rôles devaient être arrêtés par le ministre chargé de faire ensuite passer les sommes formant le montant des rôles, il demande si, d'après les mots *sur-le-champ*, portés dans le décret du 15 septembre, les municipalités doivent réclamer en masse les fonds sans envoi de rôles; ou si, continuant de dresser des rôles, celles qui sont chefs-lieux de canton les lui enverront directement avec les pièces justificatives, et si, après les avoir vérifiés et arrêtés, il les renverra avec les fonds.

Citoyens, le doute proposé par le ministre de l'intérieur, les observations que les diverses dispositions de vos décrets lui ont suggérées, ont été discutés par votre comité de secours publics; mais il n'a vu d'autre intention ultérieure de votre part que celle de soulager avec célérité les familles des défenseurs de la patrie, qui se sont généreusement privées des bras qui les secouraient, pour qu'ils allassent combattre les ennemis de la liberté : il a en conséquence pensé que le mode le plus actif sur la distribution des secours était le plus convenable, le plus nécessaire, et celui qui devait concilier vos lois avec les doutes du ministre.

Ce mode ne se trouve dans l'une ni l'autre alternative indiquée par le ministre; car il ne doit pas attendre, pour secourir l'indigence, que les municipalités aient même, sans envoi des rôles, réclamé de lui-même les fonds en masse, et il doit bien moins attendre que les municipalités lui aient adressé les rôles, qu'il les ait vérifiés avant l'envoi des fonds : les formalités indispensables que les *ayants droit* doivent remplir pour prévenir tout abus, toute surprise, exigent assez de temps pour que le secours soit à côté du pauvre, de l'infirmes, au moment qu'il s'est mis en règle pour le prétendre. Tel a été votre vœu, sans doute, lorsque vous avez décrété que le ministre ferait passer *sur-le-champ* aux municipalités de canton les fonds nécessaires à ces secours.

Le ministre observe, à la vérité, que si les rôles ne doivent être envoyés qu'après les fonds reçus, ils ne le seront pas du tout, ou le seront avec cette négligence qu'il dit éprouver relativement aux salaires et pensions des ecclésiastiques, de la part des directeurs de département; de sorte qu'il sera impossible, ajoute-t-il, de connaître s'il y aura eu dilapidation.

Mais on répond : 1<sup>o</sup> qu'un abus qui a lieu ou qui se tolère illégalement dans une circonstance, ne doit pas être une raison de nuire dans une autre; et en second lieu, si des ecclésiastiques sont payés avant que le ministre en ait vérifié ni seulement reçu les rôles, certainement la portion du peuple la plus digne de la sollicitude de la Convention nationale, les pères, mères, les épouses et enfants pauvres des citoyens, qui vont verser leur sang pour la patrie, méritent bien plus de faveur : et y a-t-il de parallèle entre le soldat qui nous sauve, et le fanatique qui nous tue !

Il faut des secours prompts. Aucun bon ci-

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 25, p. 305.

(2) D'après le document imprimé par ordre de la Convention.

(3) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 25, p. 305.

(4) Bibliothèque nationale : 6 pages in-8<sup>o</sup> Le<sup>m</sup>, n<sup>o</sup> 582. Bibliothèque de la Chambre des députés : *Collection Portiez (de l'Oise)*, t. 43, n<sup>o</sup> 93.